

Romeurope écrit aux maires de l'agglomération

Le collectif est composé de citoyens, d'associations humanitaires, de solidarité et de défense des droits de l'homme.

Après l'expulsion de Roms, opérée le 29 avril, le collectif citoyen et associatif Romeurope s'inquiète du sort réservé à ces personnes. Il écrit une lettre ouverte aux maires de l'agglomération nantaise pour rappeler des demandes déjà formulées à plusieurs reprises.

« Nous demandons que dans chaque commune soient réservés un ou plusieurs terrains d'accueil provisoires permettant aux familles de vivre dans des conditions d'hygiène et sanitaires décentes et facilitant leur intégration à terme.

« Nous constatons en même temps un grand progrès dans la scolarisation des enfants et le travail régulier des adultes. Mais nous observons que ces améliorations ne pouvaient continuer que par une plus grande stabilité de ces familles en évitant de trop fréquentes évacuations de terrains qui ne règlent aucun des problèmes qu'elles sont censées résoudre. Les familles ex-

pulsées se réinstallent plus loin, dans des conditions de précarité identiques, voire aggravées. La situation se reproduisant sans fin, les relations entre populations françaises et populations roms se dégradent. L'argent investi dans ces démarches de rejet est de l'argent perdu. »

Regrettant que la présence de ces familles ait été, pendant plusieurs années, « envisagée uniquement comme une gêne », le collectif Romeurope rappelle qu'actuellement, « entre 200 et 250 familles résident sur ce territoire, 1 600 personnes environ, réparties sur des bidonvilles dans des conditions indignes et sur un nombre limité de communes. Ce chiffre représente 0,26 % de la population ».

Le collectif appelle les maires à « changer de politique » et à mettre en œuvre l'insertion de familles. Il se dit prêt à les accompagner dans cette démarche.

« Ces familles que l'on plonge dans l'errance »



Archives Ouest-France Franck Dubray

Les occupants de 128 caravanes ont été expulsés de Saint-Herblain, le 29 avril.

Le diocèse de Nantes, lui aussi, réagit aux expulsions de Roms, « 300 personnes dont une majorité d'enfants » et déplore : « Pour toutes ces familles que l'on plonge encore un peu plus dans l'errance, faute de solutions pérennes, c'est, de nouveau, leur fermer un avenir et les maintenir dans la grande précarité, en particulier : déscolarisation des enfants, actions de soins et de prévention mises à mal. »

Les délégués à la solidarité du diocèse, Xavier Brunier et Jean-Claude Couraud, rappellent que « pour l'Église catholique, ces enfants, ces femmes, ces hommes qui se sentent traités comme des bêtes, selon

leur expression, sont d'abord des personnes humaines qui ont droit au respect des droits fondamentaux de chacun : un toit, une éducation, un travail, des soins ».

Ils lancent cet appel : « Il est de la responsabilité de tous, pouvoirs politiques, citoyens, Église, de trouver et mettre en œuvre des solutions permettant à toutes ces familles de pouvoir envisager réellement un avenir. Avec les autres citoyens, les chrétiens doivent prendre leur part à ce travail ; certains l'ont déjà commencé, qu'ils soient encouragés à le poursuivre sans désespérer. »